L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 30 NOVEMBRE 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 30 NOVEMBRE.

☞ On peut s'abonner à Bourdeaux, au rez-de-chaussée de No. 1 rue de Chartres, où se trouve notre bureau de correspondance. Les dernières exactes et complètes des arrivages et des expéditions, avec le nom des consignataires, etc., et toutes les autres nouvelles maritimes qui sont de nature à intéresser le public. Ces listes seront affichées à mesure qu'elles nous parviendront.

THÉATRE D'ORLÉANS.

VISITE DU GENERAL TAYLOR.

Nous avons eu, à notre grand plaisir que le général Taylor honorait ce soir, sur l'invitation de M. Caldwell, la représentation de *l'Eclair*. Le Théâtre d'Orléans a eu peine à contenir la foule qui s'y pressait. Nous engageons les dames qui n'ont pas encore vu le vainqueur de Santa-Anna de M. Caldwell à ne pas manquer l'excellente occasion qui s'offre ce soir.—A 11 heures précises, M. Lehmann se mettra à la tête d'un bataillon de musiciens et se rendra en face de l'Hôtel St.-Charles pour donner une sérénade au successeur de M. Polk.

M. MILLARD FILLMORE

On raconte sous deux qu'à la Nouvelle Orléans voudront une Assemblée législative whig de la Louisiane, sera-t-elle la dernière campagne électorale de M. McAlpin, président des Rangers, tandis que M. Filmore que copie de l'Adresse et l'acceptation de la lettre suivante

Nlle-Orléans, 21 octobre 1848.

A M. M. and E. notre.

Monsieur,—Conformément à une résolution adoptée par les Fidèles Rangers, je suis chargé de vous informer qu'ils devront bien agréable, de votre part, à la nomination qu'ils ont faite de votre personne comme whig de la Louisiane. Vous y verrez comment et pourquoi nous nous sommes formés en association.

Nous osons espérer que nos faibles efforts contribueront jusqu'à un certain point à vous élever au poste que vous êtes si digne et si capable de remplir.

Je suis, Monsieur, avec les sentiments de la plus haute considération.

Votre obéissant serviteur,
R. M. McALPIN,
Président des Fidèles Rangers.

M. McAlpin a reçu hier, par la poste, la réponse suivante. Nous en recommandons la lecture à nos lecteurs.

Albany (N. Y.), 18 *novembre* 1848.

A M. R. M. McAlpin.

Monsieur,—J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 31 octobre renfermant une copie de l'Adresse des Fidèles Rangers de la Nlle-Orléans.

Elle ne m'est parvenue qu'après la fin de la lutte, et lorsque les chaux de victoire et les applaudissements qui suivent le triomphe avaient fait succéder aux bruits de la grande bataille.

Je puis vous assurer que les sentiments si nobles et véritablement nationaux qu'exprime votre adresse trouvent un écho sincère dans mon cœur. Le vote whig que la Nlle-Orléans a donné ne est-il témoignage le plus éclatant de zèle que les jeunes gens de votre club ont mis à servir, ce pays et le pays. Mon illustre collègue et ami, le général défendu, n'en a pas moins que juste reconnaissance envers les jeunes gens qui se sont si hautement constitués mes champions, et j'espère qu'ils auront jamais occasion de se repentir de la confiance qu'ils ont reposée en moi.

Veuillez faire agréer mes sincères remerciements à ceux qui vous êtes le président, et vous, recevoir vous-même l'assurance de ma haute considération avec laquelle

Votre, etc.
MILLARD FILLMORE.

Par les dernières Notre correspondant de M. nous donne aujourd'hui le gouverneur Chapman a nommé M. Fitzpatrick pour remplir la vacance occasionnée par la mort de M. Lewis.

Assemblée de messieurs—MM. J. Lion et Cassard vont se réunir ce soir à 8 heures pour former une société de musique. C'est une heureuse idée dont nous félicitons ces messieurs. Les cours commencent [illegible] le décembre, au No 1, Passage de la Bourse.

Revue d'inspection.—Des affiches placées dans diverses parties de la 1re Municipalité annoncent pour aujourd'hui une revue d'inspection [illegible] de la milice. La loi de 1842 exige que tous les citoyens s'y rendent, sous peine d'amende.

Incendie a la Campagne.—Les officiers du steamboat *F. M. Strock*, arrivé hier soir, nous apprennent que le vapeur de M. Thomas May, dans la paroisse St-Jean-Baptiste, a été détruit par le feu, ainsi que 200 boucauds de sucre qui s'y trouvaient, et qu'un grand hangard de l'habitation de Mme Maunicher, contenant du maïs, dans la paroisse St-Jacques, brûlait au moment [illegible]

[illegible] a écrit à Baton-[illegible] Une autre apparte[illegible] M. Davis. D. Avery a été détruite par les flammes.

—Un incendie a également éclaté lundi dernier à Mobile. Un entrepôt de coton a été entièrement consumé; près de 500 balles de coton ont été détruites. On croit que cet incendie est l'œuvre de la malveillance.

La Poste.—Le maître de poste d'Iberville [illegible] depuis près de deux semaines on [illegible] reçoit plus cette paroisse notre édition [illegible]. Nos abonnés peuvent compter sur [illegible] exactitude de notre part, [illegible] sont préparés avec soin et livrés de bonne heure à la poste. Nous cherchons en vain à nous expliquer ce fait que la malle arrive régulièrement à Iberville et que l'on n'y reçoive pas l'Abeille. Ce n'est pas la première fois que nos abonnés de la campagne se plaignent, et il serait temps, ce nous semble, que le directeur de la poste à la Nouvelle-Orléans essayât de régulariser ce service. Nous sommes victimes de l'état de choses actuel.

Accident.—L'*Eco* de la Pointe-Coupée annonce qu'un nègre de M. Valérien Ledoux a eu le bras pris dans les cylindres de la machine à vapeur de la sucrerie. Il a si tellement mutilé qu'il est mort le jour suivant.

Mississippi.—Voici le vote officiel du Mississippi:

Case.....	26,398
Taylor.....	25,579
Majorité de Case.....	819

Ce chiffre ne comprend pas les retours des comtés de Coahoma et de Tunica. Ils ont donné, dit-on, à Taylor, une majorité d'environ 100 voix.

Tennessee.—D'après les retours complets du Tennessee, la majorité de Taylor dans cet Etat est de 6,136 voix.

LE RÉSULTAT.

Nous empruntons le tableau suivant au *Philadelphia Bulletin*. On y trouvera le vote électoral et le vote populaire obtenu par chacun des candidats. Il n'y trouve cependant quelques légèreté, dans l'Alabama, par exemple, on accorde 1,000 voix trop à Case, et environ 2,000 de trop dans l'Arkansas. D'une autre part Taylor a reçu dans le Kent. 2,000 voix de plus qu'on ne lui en accorde. Les majorités obtenues par Case dans certains Etats n'excèdent pas de plus 70,000 voix les suffrages donnés à Taylor, tandis que la majorité populaire de ce dernier s'élève à environ 250,000 voix. Voici le tableau du *Bulletin* ce chiffres sont bons à conserver.

ELECTEURS. VOTE POPULAIRE.

	Taylor.	Case.	Maj. de Taylor	Maj. de Case.	Vote de Taylor.	Vote de Case.
Maine,	—	9	—	4,000	10,000	
N Hampshire,	—	6	—	12,000	12,000	
Vermont,	6	—	14,000	—	12,000	
Massachusetts,	12	—	23,000	—	38,133	
Rhode Island,	4	—	3,000	—	705	
Connecticut,	6	—	2,000	—	5,003	
New York,	36	—	100,000	—	120,000	
New Jersey,	7	—	2,100	—	300	
Pennsylvania,	26	—	13,136	—	11,000	
Delaware,	3	—	523	—	90	
Maryland,	8	—	3,178	—	100	
Virginia,	—	17	—	980	24	
Caroline du N.	11	—	7,000	—	—	
Caroline du S.,	—	9	—	10,000 (est.)	—	
Georgie,	10	—	3,000	—	—	
Alabama,	—	9	—	9,000	—	
Mississippi,	—	6	—	500	—	
Louisiane,	6	—	2,979	—	—	
Floride,	3	—	1,000	—	—	
Texas,	—	4	—	2,000	—	
Tennessee,	13	—	6,000	—	—	
Kentucky,	12	—	17,000	—	—	
Ohio,	—	23	—	15,000	35,000	
Michigan,	—	5	—	7,000	6,000	
Indiana,	—	12	—	4,000	6,000	
Illinois,	—	9	—	9,000	20,000	
Missouri,	—	7	—	9,000	300	
Iowa,	—	4	—	1,000	3,000	
Wisconsin,	—	4	—	1,500	6,000	
Arkansas,	—	3	—	4,000	—	
	161	127	307,259	73,000	366,645	
	127		73,000			
	36		131,169.			

Le général Taylor a donc une majorité de 36 voix électorales.

Chronique Locale.

La Marseillaise.—M. H. Rolling, jeune artiste plein d'avenir, vient de publier une œuvre nouvelle, ayant pour titre, Hymne Patriotique *fur le motif de la Marseillaise*.

Cette inspiration sublime nommée la Marseillaise, demandait un interprète d'un grand talent. Aborder un sujet semblable était du courage; le mener à bonne fin était de l'habileté. M. Rolling a prouve qu'il joignait la force à l'audace, et Rouget de l'Isle, s'il vivait encore, s'estimerait heureux d'avoir été si bien compris.

Le jeune compositeur a préservé dans toute sa pureté ce chant admirable; il n'est contenté d'enchasser cette perle magnifique, dans un écrin de musique descriptive, en harmonie avec le sujet.

Nous félicitons M. Rolling de son idée et de son succès; nous regrettons seulement que la difficulté du morceau final, le mette hors de la portée des pianistes ordinaires.

Recorder Gexois.—Manuel Ducré, homme de couleur libre, qui a été poignarde lundi soir, au marché aux légumes, par un nommé José Fuentes, est mort hier, à l'Hôpital de Charité.

—Un cabriolet de place a passé mardi après-midi, sur le corps d'un enfant, âgé d'environ trois ans, et l'a blessé d'une manière dangereuse. Un warrant a été lancé par cette cour pour faire arrêter le cocher.

Recel d'esclave.—Un warrant a été lancé par cette Cour pour l'arrestation d'une femme de couleur libre, nommée Desire Marco, qui est accusée par Valcour Bacas, exécuteur de la succession Dimric Hudson, f. c. l., d'avoir reçelé et caché un esclave, appartenant à la dite succession.

Vol.—Robert Brant, accusé d'avoir volé de la bijouterie du magasin de J. Ehrsche, No 187, rue de Chartres, a comparu hier devant cette Cour, qui l'a envoyé à la 1re Cour de District.

—John Lynch, accusé d'avoir volé une montre, également été envoyé devant la 1re Cour de District.

—Elizabeth Moreau, accusée d'avoir volé une montre et une chaîne d'or, appartenant à Mme Jackson; et Chs. McDonald, accusé d'avoir reçelé l'objet volé, ont tous deux été envoyés devant la 1re Cour de District.

Violation de la loi.—J. Nicholson, inspecteur de la Douane, a fait arrêter mardi soir, un individu nommé Wm English, arrivant de Liverpool, à bord du Hollyoke, qui n'est opposé à ce que cet officier inspectât sa malle, et l'a emportée malgre son opposition. English a été envoyé en prison en attendant que cette Cour lui prouve que la liberté américaine ne permet pas de faire ce que la loi défend.

Caroline du Nord.—Les journaux de la Caroline du Nord publient le vote officiel de cet Etat. Selon les retours authentiques, la majorité de Taylor atteint le chiffre de 8,681 voix.

Virginie.—La majorité de Case dans 132 comtés de la Virginie, d'après les retours officiels et non officiels, est estimée à 1,171 voix. Il reste encore à connaître le vote des comtés Nicholas, Braxton, Jackson et Logan. Ces comtés ont donné à Polk il y a quatre ans une majorité totale de 58 voix.

Le steamer *Washington* est parti de New-York le 20 courant, pour Southampton et Brême, avec vingt-trois passagers et $80,000 en espèces.

FRANCE.

Question de la présidence.

Les journaux français que nous a apportés l'*Hermann* s'occupent à peu près exclusivement de la question de la présidence. Les noms des candidats sont déjà connus, mais celui de Louis-Napoléon est le seul qui trouve en ce moment d'ardens défenseurs et d'impitoyables adversaires. Il est curieux de comparer le ton des différens organes de la presse parisienne. La *Presse* s'est constituée le champion de l'ex-prince. Voici comment s'exprime ce journal :

Il n'y aura de lutte sérieuse qu'entre trois candidats :

MM. Louis-Napoléon,
Cavaignac,
Ledru-Rollin.

M. Ledru-Rollin, c'est la *Réforme*; M. Cavaignac, c'est le *National*; M. Louis-Napoléon, c'est le peuple. Entre toutes dispositions remarquables, en y lit celle-ci: " M. Thiers, président du conseil, est nommé à Paris *président du gouvernement provisoire*." Et puis qu'on dise encore que Son Altesse impériale n'était pas dès lors un profond politique, un grand homme d'état!

On sait le reste, et nous ne raconterons ni le procès devant la cour des pairs, ni l'incarcération du prince, ni sa fuite, ramenant avec lui sa captivité de six ans. Plus heureux que son oncle, il a pu briser ses chaînes, et l'Angleterre ne lui a point refusé un asile. Elle n'a pas eu affaire à un ingrat. En avril 1845, on a vu le prince Louis, déguisé en constable, armer des mains impériales d'un de ces milles gourdins confectionnés à Cowes pour le répression des chartistes. Cela prouve le discernement de l'aristocratie britannique. Jamais, il faut le dire, le glorieux passager du *Bellérophon*, si le gouvernement anglais l'eût protégé, n'aurait imaginé ce moyen de lui témoigner sa reconnaissance. Ce seul fait suffisait assurément pour mettre au citoyen Louis Bonaparte le titre de représentant du peuple, et nous le publions bien haut, afin que personne n'hésite à le nommer président.

La *Réforme* attaque directement la candidature du prince ou plutôt du citoyen Louis Bonaparte :

" Il ne faut pas s'y méprendre, le prince Louis n'est pas seulement le candidat de ceux qui se prosternent, les yeux fermés, devant le génie de son oncle; il sera encore porté par ceux qui ont cru ce grand nom et l'on devoue, quinze années durant, à tous les opprobres. Il était reservé à cette illustre famille de rallier les opinions les plus disparates, et jusqu'aux plus implacables ennemis du trône, à venir, en France, aux ennemis même de sa gloire de famille.

Le prince Louis est le candidat de toutes les espérances dynastiques. En haine de la République, les bonapartistes et philippistes, royalistes aimer et cadets, vont voter pour lui. Les légitimistes eux-mêmes, irritaient unies, le regardent comme *leur planche de transition*, et elles recrutent pour ce candidat, sauf à se disputer le passage au moment venu."

Le *Siècle* soutient la candidature du général Cavaignac, mais il ne croit pas que le triomphe de Louis Napoléon doive nécessairement entraîner la ruine de la République :

" Nous l'avouerons, ce n'est pas sans regret que nous entendons sans cesse exprimer au sujet de Louis Napoléon des craintes qui ne nous paraissent nullement fondées. Il sera glorieux de briser pendant les premières années aux destinées de la république; il restait à la fois criminel et dangereux d'attenter à sa sûreté. Quelle force, nous le demandons, n'aurions pas pour la défendre ceux qui, fidèles à ses lois, auraient dû un moment se retirer du pouvoir!

Le plus grand péril, selon nous, n'est pas dans les attentats qu'on semble parfois redouter d'un neveu de Napoléon, mais dans ceux auxquels s'emporteraient peut-être, sous prétexte de venger ou de sauver la république, le parti exalté, à l'élection d'un Bonaparte offrant un prétexte à ses fureurs.—Les accusations tant de fois renouvelées contre le parti républicain, les haines de Napoléon et qui ne font en ce moment que servir sa candidature, pourraient avoir pour résultat, une fois le fait accompli, d'exciter à de fatales résistances de la hommes qui n'ont pas autant de foi que M. Proudhon et Thomas pour le suffrage universel. Il serait donc sage de toute démarche de s'abstenir désormais de ces interpellations qui ont agité les deux dernières sessions.

La France a un choix raisonnable à faire; ce choix est clairement indiqué; mais si elle en fait obstacle un autre, elle seule est souveraine, et sa volonté doit faire loi."

Il n'y a donc que la *Presse* qui soutienne à peu près ouvertement l'ex-prince, non pas parce que c'est le meilleur de tous les candidats possibles, mais parce que, a son avis, c'est le meilleur de ceux qui briguent actuellement les suffrages du peuple.

Mais Louis Napoléon n'a pas besoin de concours de la presse. Il sera élu, ou nous nous trompons fort, président de la République française. Il devra son élévation au nom glorieux qu'il porte et a l'anarchie qui a malheureusement succédé à la chûte de la royauté. Le peuple des campagnes se laisse prendre à ce nom de Napoléon, qui pour lui est synonime de force, de stabilité et de puissance.

FAITS DIVERS.

La situation de la Banque ne s'améliore pas. Le portefeuille a diminue cette semaine de 2 millions à Paris, et de 400,000 fr. environ dans les succursales.

Autre signe de la stagnation des affaires: le numéraire a augmenté de 1 million et demi à Paris.

Le chiffre des effets arriérés s'est élevé de 350,000 fr. à 963,000 fr. Voilà bien des semaines qu'on n'avait vu sur cet article un résultat pareil.

Le montant des billets en circulation continue de croître; c'est aujourd'hui 393 millions à Paris, au lieu de 348 mois 375,000 fr. En province, il y a une légère diminution. Le total de la circulation est de 393 millions 314,000 fr.

Le compte courant du Trésor a encore éprouvé une légère diminution, et reste à 9 millions 970,000 fr.

—Une revue générale de la garde mobile a eu lieu le 31 octobre au Champ-de-Mars. Cette revue était passée par le général Cavaignac, qui avait voulu donner à cette jeune troupe une marque particulière d'intérêt. Il était accompagné d'un nombreux état-major, parmi lequel on remarquait M. le général Cuny, M. le colonel Lasour de Villeneuve, colonel commandant en second la garde mobile, M. de *Lourdo*, chef d'escadron, chef d'état-major.

—L'instruction de l'affaire relative à l'assassinat du général de Bréase poursuit activement; mais la procédure, très longue et très compliquée, ne permettra pas de commencer le procès avant trois semaines ou un mois. Les accusés sont au nombre de vingt-quatre, et l'on a cité quelques témoins seront entendus.

L'affaire sera appelée devant le 2e conseil de guerre, présidé par M. le colonel Cornemuse.

—On se souvient des tristes scènes de dévastation qui ont éclaté dans la banlieue de Paris, à la suite des événemens de février. Des actes de vandalisme à jamais regrettables ont amené la ruine du château de Neuilly, où étaient enfouis les objets d'art les plus précieux. Déjà la Cour d'assises de la Seine a eu à s'occuper des forcenes qui avaient déshonoré le triomphe populaire par leurs vols et leurs dépredations sacrilèges.

A quelques jours de là, l'incendie dévorait, non plus une résidence royale, mais le château de M. de Rothschild, à Suresnes. La justice, qui a fait procéder à une enquête sévère sur ces faits dignes d'une autre époque, a déjà fait procéder à l'arrestation d'un grand nombre de ces sauvages destructeurs de la propriété. Treize mandats d'arrêt, lancés contre des paysans accusés de pillage, ont joué un rôle important dans ces tristes événemens, ont été mis à exécution avant-hier par des agens du service de sûreté, dirigés par l'inspecteur principal.

Voici une lettre adressée par M. de Lamartine au *Journal des Débats*, et qui atteste que si l'illustre orateur ne recherche point les suffrages pour la présidence du moins il accepterait, comme le maréchal Bugeaud, ceux qui viendront à lui spontanément:

Saint-Point, le 26 octobre 1848.

" Monsieur,

" Je lis dans le *Journal des Débats* un article emprunte au *Courrier de la Gironde*, que je vous demande la permission de rectifier.

" J'ai répondu en effet à un correspondant de Bordeaux ceci: " Je ne me pose point en candidat pour la présidence. Je prie Dieu et mes amis d'éloigner de moi un fardeau si disproportionné à mes forces. Mais si le peuple croyait devoir me désigner pour cette magistrature, je ne me croirais pas le droit de la refuser que *je ne me suis cru en droit*, le 24 février, de me refuser à la désignation du peuple et de la seconder l'Assemblée nationale. Je ne me crois galement menacé d'un pareil danger, et je me fectifie le *Courrier de la Gironde* qu'afin d'éviter tout malentendu par la suite. Brigner la présidence serait ridicule, la désirer serait téméraire, la refuser serait manquer à la République et à mon pays. Je me laisse incapable de cette ambition, mais incapable aussi de cette lâcheté.

" Recevez, monsieur, etc.

" LAMARTINE."

—Un banquet dit *populaire*, à fr. 50 c. par tête, offert par les démocrate de Batignolles-Monceaux, et présidé par M. Pierre Leroux, a réuni ce soir environ mille convives dans la salle du bal Ste Marie, dite la *Rénovation*. Les organisateurs de ce banquet paraissent avoir été déterminés à l'offrir par une pensée d'imitation qu'ils ont expliquée de la manière suivante dans l'appel qu'ils ont adressé aux souscripteurs:

" Frères, quand d'un bout de la France à l'autre on célèbre par des banquets patriotiques la date de notre première révolution restorons-nous en arrière! n'offrirons-nous pas aussi notre fête commémorative au glorieux souvenir de ce temps que l'empire et la monarchie ont vainement tenté d'effacer!

" La République est de nouveau proclamée, elle doit être essentiellement démocratique et sociale; elle est notre ouvrage, nous ne pouvons la laisser inachevée, nous devons nous unir pour veiller sur elle.

" Venez donc, frères, venez vous asseoir à notre banquet; venez retremper un peu de cet enthousiasme, de cette foi sincère qui firent la force républicain; venez ranimer vos convictions et saluer avec nous le passé et l'avenir de la République sociale.

" *Union, concorde, fraternité.*"

Sur les salles convives qui ont répondu à cet appel, la commune des Batignolles en comptait près de six cents; le surplus a été fourni par les communes de Montmartre, de Clichy, de Monceaux, et par Paris.

Des invitations avaient été adressées à un certain nombre de représentans; deux seulement y ont répondu ostensiblement, de sont MM *Pierre Leroux* et Greppo.

Il était sept heures lorsque les convives se sont mis à table; vers huit heures, M. Pierre Leroux a donné le signal des toasts par un discours dans lequel il a cherché à établir qu'il fallait détruire à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme, que l'idée du socialisme était l'abolition de la monarchie; que les socialistes ne devaient jamais vouloir ni roi ni président, etc., etc. Son discours a été souvent interrompu par les applaudissemens et les cris de *Vive Pierre Leroux!*

Les commissaires du banquet ont laissé ensuite entrer dans la salle les curieux en petit nombre qui se trouvaient à l'extérieur et les toasts ont commencé. Le premier porté a été à l'*extinction du paupérisme*. Ensuite autres dispositions remarquables, on y lit celle-ci: " M. Thiers, président du conseil, est nommé à Paris *président du gouvernement provisoire*." Et puis qu'on dise encore que Son Altesse impériale n'était pas dès lors un profond politique, un grand homme d'état!

On sait le reste, et nous ne raconterons ni le procès devant la cour des pairs, ni l'incarcération du prince, ni sa fuite, ramenant avec lui sa captivité de six ans. Plus heureux que son oncle, il a pu briser ses chaînes, et l'Angleterre ne lui a point refusé un asile. Elle n'a pas eu affaire à un ingrat. En avril 1845, on a vu le prince Louis, déguisé en constable, armer des mains impériales d'un de ces milles gourdins confectionnés à Cowes pour le répression des chartistes. Cela prouve le discernement de l'aristocratie britannique. Jamais, il faut le dire, le glorieux passager du *Bellérophon*, si le gouvernement anglais l'eût protégé, n'aurait imaginé ce moyen de lui témoigner sa reconnaissance. Ce seul fait suffisait assurément pour mettre au citoyen Louis Bonaparte le titre de représentant du peuple, et nous le publions bien haut, afin que personne n'hésite à le nommer président.

La *Réforme* attaque directement la candidature du prince ou plutôt du citoyen Louis Bonaparte:

" Il ne faut pas s'y méprendre, le prince Louis n'est pas seulement le candidat de ceux qui se prosternent, les yeux fermés, devant le génie de son oncle; il sera encore porté par ceux qui ont cru ce grand nom et l'on devoue, quinze années durant, à tous les opprobres. Il était reservé à cette illustre famille de rallier les opinions les plus disparates, et jusqu'aux plus implacables ennemis du trône, à venir, en France, aux ennemis même de sa gloire de famille.

Le prince Louis est le candidat de toutes les espérances dynastiques. En haine de la République, bonapartistes et philippistes, royalistes aimer et cadets, vont voter pour lui. Les légitimistes eux-mêmes, irritaient unies, le regardent comme *leur planche de transition*, et elles recrutent pour ce candidat, sauf a se disputer le passage au moment venu."

Le *Siècle* soutient la candidature du général Cavaignac, mais il ne croit pas que le triomphe de Louis Napoléon doive nécessairement entraîner la ruine de la République :

" Nous l'avouerons, ce n'est pas sans regret que nous entendons sans cesse exprimer au sujet de Louis Napoléon des craintes qui ne nous paraissent nullement fondées. Il sera glorieux de briser pendant les premières années aux destinées de la république; il restait à la fois criminel et dangereux d'attenter à sa sûreté. Quelle force, nous le demandons, n'auraient pas pour la défendre ceux qui, fidèles à ses lois, auraient dû un moment se retirer du pouvoir!

Le plus grand péril, selon nous, n'est pas dans les attentats qu'on semble parfois redouter d'un neveu de Napoléon, mais dans ceux auxquels s'emporteraient peut-être, sous prétexte de venger ou de sauver la république, le parti exalté, à l'élection d'un Bonaparte offrant un prétexte à ses fureurs.—Les accusations tant de fois renouvelées contre le parti républicain, les haines de Napoléon et qui ne font en ce moment que servir sa candidature, pourraient avoir pour résultat, une fois le fait accompli, d'exciter à de fatales résistances de la hommes qui n'ont pas autant de foi que M. Proudhon et Thomas pour le suffrage universel. Il serait donc sage de toute démarche de s'abstenir désormais de ces interpellations qui ont agité les deux dernières sessions.

La France a un choix raisonnable à faire; ce choix est clairement indiqué; mais si elle en fait obstacle un autre, elle seule est souveraine, et sa volonté doit faire loi."

Il n'y a donc que la *Presse* qui soutienne à peu près ouvertement l'ex-prince, non pas parce que c'est le meilleur de tous les candidats possibles, mais parce que, a son avis, c'est le meilleur de ceux qui briguent actuellement les suffrages du peuple.

Mais Louis Napoléon n'a pas besoin de concours de la presse. Il sera élu, ou nous nous trompons fort, président de la République française. Il devra son élévation au nom glorieux qu'il porte et a l'anarchie qui a malheureusement succédé à la chûte de la royauté. Le peuple des campagnes se laisse prendre à ce nom de Napoléon, qui pour lui est synonime de force, de stabilité et de puissance.

FAITS DIVERS.

La situation de la Banque ne s'améliore pas. Le portefeuille a diminue cette semaine de 2 millions à Paris, et de 400,000 fr. environ dans les succursales.

Autre signe de la stagnation des affaires: le numéraire a augmenté de 1 million et demi à Paris.

Le chiffre des effets arriérés s'est élevé de 350,000 fr. à 963,000 fr. Voilà bien des semaines qu'on n'avait vu sur cet article un résultat pareil.

Le montant des billets en circulation continue de croître; c'est aujourd'hui 393 millions à Paris, au lieu de 348 mois 375,000 fr. En province, il y a une légère diminution. Le total de la circulation est de 393 millions 314,000 fr.

Le compte courant du Trésor a encore éprouvé une légère diminution, et reste à 9 millions 970,000 fr.

—Une revue générale de la garde mobile a eu lieu le 31 octobre au Champ-de-Mars. Cette revue était passée par le général Cavaignac, qui avait voulu donner à cette jeune troupe une marque particulière d'intérêt. Il était accompagné d'un nombreux état-major, parmi lequel on remarquait M. le général Cuny, M. le colonel Lasour de Villeneuve, colonel commandant en second la garde mobile, M. de *Lourdo*, chef d'escadron, chef d'état-major.

—L'instruction de l'affaire relative à l'assassinat du général de Bréase poursuit activement; mais la procédure, très longue et très compliquée, ne permettra pas de commencer le procès avant trois semaines ou un mois. Les accusés sont au nombre de vingt-quatre, et l'on a cité quelques témoins seront entendus.

L'affaire sera appelée devant le 2e conseil de guerre, présidé par M. le colonel Cornemuse.

—On se souvient des tristes scènes de dévastation qui ont éclaté dans la banlieue de Paris, à la suite des événemens de février. Des actes de vandalisme à jamais regrettables ont amené la ruine du château de Neuilly, où étaient enfouis les objets d'art les plus précieux. Déjà la Cour d'assises de la Seine a eu à s'occuper des forcenes qui avaient déshonoré le triomphe populaire par leurs vols et leurs dépredations sacrilèges.

A quelques jours de là, l'incendie dévorait, non plus une résidence royale, mais le château de M. de Rothschild, à Suresnes. La justice, qui a fait procéder à une enquête sévère sur ces faits dignes d'une autre époque, a déjà fait procéder à l'arrestation d'un grand nombre de ces sauvages destructeurs de la propriété. Treize mandats d'arrêt, lancés contre des paysans accusés de pillage, ont joué un rôle important dans ces tristes événemens, ont été mis à exécution avant-hier par des agens du service de sûreté, dirigés par l'inspecteur principal.

Voici une lettre adressée par M. de Lamartine au *Journal des Débats*, et qui atteste que si l'illustre orateur ne recherche point les suffrages pour la présidence du moins il accepterait, comme le maréchal Bugeaud, ceux qui viendront à lui spontanément:

Saint-Point, le 26 octobre 1848.

" Monsieur,

" Je lis dans le *Journal des Débats* un article emprunte au *Courrier de la Gironde*, que je vous demande la permission de rectifier.

" J'ai répondu en effet à un correspondant de Bordeaux ceci: " Je ne me pose point en candidat pour la présidence. Je prie Dieu et mes amis d'éloigner de moi un fardeau si disproportionné à mes forces. Mais si le peuple croyait devoir me désigner pour cette magistrature, je ne me croirais pas le droit de la refuser que *je ne me suis cru en droit*, le 24 février, de me refuser à la désignation du peuple et de la seconder l'Assemblée nationale. Je ne me crois galement menacé d'un pareil danger, et je me fectifie le *Courrier de la Gironde* qu'afin d'éviter tout malentendu par la suite. Brigner la présidence serait ridicule, la désirer serait téméraire, la refuser serait manquer à la République et à mon pays. Je me laisse incapable de cette ambition, mais incapable aussi de cette lâcheté.

" Recevez, monsieur, etc.

" LAMARTINE."

—Un banquet dit *populaire*, à fr. 50 c. par tête, offert par les démocrate de Batignolles-Monceaux, et présidé par M. Pierre Leroux, a réuni ce soir environ mille convives dans la salle du bal dite de la *Rénovation*. Les organisateurs de ce banquet paraissent avoir été déterminés à l'offrir par une pensée d'imitation qu'ils ont expliquée de la manière suivante dans l'appel qu'ils ont adressé aux souscripteurs:

" Frères, quand d'un bout de la France à l'autre on célèbre par des banquets patriotiques la date de notre première révolution restorons-nous en arrière! n'offrirons-nous pas aussi notre fête commémorative au glorieux souvenir de ce temps que l'empire et la monarchie ont vainement tenté d'effacer!

" La République est de nouveau proclamée, elle doit être essentiellement démocratique et sociale; elle est notre ouvrage, nous ne pouvons la laisser inachevée, nous devons nous unir pour veiller sur elle.

" Venez donc, frères, venez vous asseoir à notre banquet; venez retremper un peu de cet enthousiasme, de cette foi sincère qui firent la force républicain; venez ranimer vos convictions et saluer avec nous le passé et l'avenir de la République sociale.

" *Union, concorde, fraternité.*"

Sur les salles convives qui ont répondu à cet appel, la commune des Batignolles en comptait près de six cents; le surplus a été fourni par les communes de Montmartre, de Clichy, de Monceaux, et par Paris.

comprend la duc et la duchesse de Nemours, le duc et la duchesse d'Aumale, le prince et la princesse de Joinville et leurs jeunes enfans. La visite de la reine et du prince Albert a été cause étiquette: les dames d'honneur de la reine et les femmes de service assomptueuses furent à Eu. Lorsque le carrosse royal s'est arrêté devant Clermont-house, Louis-Philippe, le duc de Nemours, la reine des Belges et les membres de la famille royale se sont empressés de venir recevoir la reine et le prince Albert, qui ont passé près de trois heures auprès de la famille d'Orléans et accepté une collation. La reine des Belges doit bientôt repartir pour Bruxelles.

ALLEMAGNE.

On sait déjà que Vienne est au pouvoir des troupes impériales: les détails nous manquent encore.

Le pouvoir central de Francfort a publié une circulaire adressée à tous les gouvernemens allemands, relative à l'abolition de tout *Sonderbündnisse*, et à toutes les charges féodales par la propriété. Par ce décret, la propriété en Allemagne jouit des mêmes libertés et des mêmes droits qu'en France. Cette circulaire provoque à la haine de l'autorité, aux pays, qu'elle devront plus à la diète de Francfort qu'à toutes les combinaisons radicales.

On parle beaucoup, dans le monde diplomatique, d'un projet qui prendrait consistance à Francfort, et qui consisterait à transporter le siége du parlement germanique à Berlin. Les négociateurs que nous avons cette capitale de la Prusse, où l'autorité royale n'est pas moins compromise que l'autorité de l'unité allemande, auraient décidé le vicaire de l'empire, d'accord avec les chambres influence de la diète, à déplacer ainsi le gouvernement central.

On écrit d'Olmutz, le 24 octobre:

" Depuis huit jours que la cour est ici, notre ville a pris un aspect passablement d'animation et de gaîté. A chaque instant il arrive des étrangers et des députations; il ne se passe pas de jour où il n'arrive quelques centaines de paysans pour voir la ville et présenter leurs hommages à l'empereur. Quelle joie par ce qu'ils choisissent eux-mêmes et accompagnés par la musique de leur village, les paysans traversent la ville à cheval, deux à deux, quelquefois quatre de front, et vont présenter d'abord leurs hommages à l'archiduchesse Ferdinand d'Este, et se rendent ensuite au palais où demeure l'empereur, qui ses salue de son balcon, et cette cérémonie terminée, les paysans donnent les mains à leurs délégués quand il les congédie. Le peuple des campagnes a une telle vénération pour l'empereur, que souvent les paysans baisent les mains de leurs délégués qui avaient reçu celle de l'empereur. Les paysans portent les rubans et les drapeaux aux couleurs autrichiennes (jaune et noir)."

SUISSE.

On écrit de Berne, le 26 octobre:

" De nouveaux renseignemens nous parviennent sur l'insurrection qui a eu lieu dans le canton de Fribourg, et par laquelle le gouvernement radical a failli être renversé. C'est à Châtel-Saint-Denis, ville située à trois lieues de la frontière de Vaud, du côté de Vevey, que le mouvement a commencé. Le frère et les neveu de l'évêque, dit-on, avaient réuni 1,000 hommes qui devaient se porter sur Romont et Rue pour de la attaquer Fribourg.

" Le préfet de Châtel-Saint-Denis avait été arrêté par les insurgés, mais le sous-préfet accourra à Vevey avait réclamé l'intervention du préfet de Vevey qui, suivi des pièces prouvant que lui avait donné il y a quelques semaines le Conseil d'Etat du canton de Vaud, dans la prévision de ce qui est arrivé, déployé une activité et de dévouement pour deux bataillons vaudois occupant Fribourg. De leur côté, les Fribourgeois de Meudon, de Payerne et d'Avenches levaient des troupes; pendant ce temps le gouvernement de Fribourg sonnetait l'assistance du directoire fédéral, qui faisait partir un bataillon valaisan, en même temps qu'il désignait M. le colonel fédéral Ochsenbein, vice-président du conseil d'Etat directorial en qualité de commissaire fédéral avec mission d'appuyer de ses conseils le gouvernement fribourgeois et de prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement de la tranquillité et de l'ordre public.

" Il ne confirme que le gouvernement de Fribourg a fait arrêter l'évêque et l'a fait conduire dans une voiture escortée par un piquet de cavalerie à Payerne, sur vaudoise. Le préfet de l'ayerne a accompagné ce prélat jusqu'à Moudon; il a été remplacé par M. Meyer, de Lausanne, ou se rendra sous peu le reste des membres du conseil d'Etat."

ITALIE.

Dans la chambre des députés, à Turin, M. Pinelli, ministre de l'intérieur, répondant à une question de M. Ratazzi, a promis de présenter à l'assemblée tous les documens relatifs à la médiation; entre autres une lettre du ministre des affaires étrangères à notre charge d'affaires pour prier le gouvernement de la République d'entrer en négociations pour l'arrangement des affaires d'Italie.

La *Gazette piémontaise* publie un décret sur l'organisation intérieure des universités. Le seul article que puisse offrir quelque intérêt, c'est celui